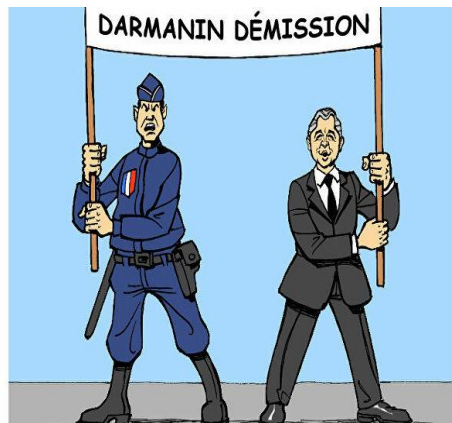




ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Communiqué FSU 81

19 mai : Policier.ères et politicien.nes devant l'Assemblée Nationale, la surenchère sécuritaire...



La FSU 81 souhaite tout d'abord exprimer ses pensées aux ami·es et collègues des deux fonctionnaires de police qui ont récemment été tué·es dans l'exercice de leur fonction. Même si certaines professions, dont les policier.ères, sont plus exposées au risque mortel, aucun·e fonctionnaire ne devrait mourir dans l'exercice de ses missions ou avoir à se suicider à cause d'un mal-être dans la profession (2 fois plus de suicides que de meurtres de policier.ères en 2019), en tout cas dans la société que nous appelons de nos vœux.

Que des policier.ères aient le besoin de manifester ensemble pour exprimer leur soutien aux proches des victimes et exprimer leur détresse face à la violence qu'ils et elles subissent et à laquelle ils et elles participent, la FSU 81 le conçoit tout à fait et l'encourage.

Par contre, quand le mot d'ordre principal de cette manifestation devient la revendication de peines planchers automatiques pour les « tueurs de flics », revendication se transformant aussi rapidement en dénonciation du laxisme supposé de la justice et en exigence d'un contrôle de la justice par la police, la FSU 81 ne peut que dénoncer cette dérive antidémocratique.

Qu'un ministre de l'intérieur en exercice soutienne par sa présence des revendications mettant en cause le supposé laxisme de son propre gouvernement est au mieux risible et illogique et sinon une preuve, s'il en était encore besoin, de la surenchère de ce gouvernement sur les thèses de l'extrême-droite.

La FSU 81 dénonce fermement la récupération politique et syndicale de ces drames qui vise à servir l'agenda sécuritaire d'une certaine classe politique, syndicale et médiatique qui se sert de l'émotion suscitée par la mort de fonctionnaires de police pour promouvoir leur société toujours plus autoritaire et liberticide.

La FSU 81 affirme que ce n'est pas en clamant haut et fort qu'on veut « protéger la police » que ce vœu pieu se réalisera.

La FSU 81 affirme que ce dont nous avons besoin, nous tous.tes, citoyen·nes et policier·ères, c'est d'un changement radical de Société et de conception et d'utilisation de la police par le pouvoir. Le délire ultra-sécuritaire promu par le Rassemblement National et déjà appliqué par le gouvernement Macron-Darmanin ne conduira que vers plus de violence dans la Société et donc, malheureusement mais logiquement, envers ces mêmes policier·ères qu'ils et elles disent vouloir « protéger ».

La FSU 81 affirme que les annonces politiciennes irresponsables fragilisant la justice et la séparation des pouvoirs faites ce mercredi 19 mai sont au mieux les conséquences des errements idéologiques d'une partie de la gauche, au pire de la pure démagogie et de l'instrumentalisation de la droite et de l'extrême-droite en vue des élections présidentielles de 2022.

Lorsque la veille, leurs collègues verbalisaient à Albi des manifestant·es pacifiques qui arboraient de simples tee-shirts aux couleurs du drapeau palestinien, on devrait accepter docilement que des milliers de policier·ères manifestent devant l'Assemblée Nationale avec leur arme de service et leur uniforme, nous avons mal à notre droit à manifester.

Lorsque des syndicats de policier·ères et des politicien·nes proposent de durcir les peines de prison encourues pour le meurtre d'un.e policier.ère en instaurant des peines planchers et automatiques, nous avons mal à l'indépendance de la justice.

Lorsque certain.es surenchérisent en voulant subordonner le pouvoir judiciaire à un pouvoir policier, nous avons mal à notre état de droit et à notre démocratie.

Et nous avons mal à notre compréhension quand nous voyons des représentants de partis se réclamant du camp progressiste prêter leur main par leur présence à une opération de com' nauséuse...

Au moins, pour une fois, le décompte des manifestant·es concorde entre les organisateurs·trices et la police...

Pour la FSU 81, la diffusion des idées de l'extrême-droite dans l'ensemble de la société et désormais dans une grande partie du spectre politique représenté par les partis traditionnels est un danger extrêmement inquiétant pour notre démocratie de plus en plus attaquée. C'est pourquoi, la FSU appelle à participer à la journée nationale de manifestation et de mobilisation pour les libertés et contre les idées d'extrême-droite le samedi 12 juin 2021.